

la désapprobation publique les exactions des administrateurs ou les trames des ambitieux. Sous le pouvoir despotique le journaliste n'est qu'un apôtre sans mission, la presse un porte-voix mensonger et servile, un affidé complaisant, sans éclat, sans noblesse, sans la moindre étincelle de patriotisme. Dans un gouvernement libre et représentatif la presse périodique doit trouver une ère de régénération et d'affranchissement. Elle doit être l'écho de la conscience nationale, le confident de la pensée publique, la sentinelle avancée des libertés, chargée de crier *qui vive* à tous les abus, à toutes les usurpations. Comment et jusqu'à quel point, à ma faible connaissance, la presse de ce pays a rempli la noble mission qui lui est imposée, formera le sujet d'un prochain article.

(à continuer.)

Encore la Promenade du Monument.

Savez-vous pourquoi cette fameuse promenade qui vous avait été promise depuis si long-tems ne vous a pas été plus tôt accordée?—Je parie dix contre un que vous ne le savez pas; eh bien! moi je vais vous apprendre quelques uns des épisodes qui se rattachent à ce fait et qui, s'ils ne sont point fort importants par eux-mêmes deviennent intéressants en ce qu'ils sont *historiques* et qu'ils donnent une idée comparative des influences secrètes et des tergiversations gouvernementales dont nous avons été les témoins et jusqu'à un certain point les victimes sous le règne du Lord Gosford.

Le monsieur qui avait entrepris les démarches nécessaires auprès du gouvernement pour procurer au public le jardin en question avait, après maints efforts obtenu un jour permission de faire abattre la vieille maison qui le déparait encore aujourd'hui, après quoi la place devait être abandonnée aux promeneurs. Il se mettait en devoir d'en profiter lorsqu'il fut arrêté dans son zèle sous divers prétextes. De jour en jour de nouvelles défaites du gouverneur à de nouvelles réclamations du solliciteur, mettaient un obstacle à l'impatience du public, lorsqu'enfin comme poussé dans son dernier rentranchement, le représentant royal s'écrie tout-à-coup: "Tenez monsieur — si vous pouvez obtenir les signatures de . . ." vous allez croire bon public que l'on demandait pour le moins comme dernière autorité la signature de la Reine ou de quelque haut personnage, point du tout: voici la phrase entière: "Tenez monsieur — si vous pouvez obtenir les signatures de monsieur Caron et de monsieur Bedard, je vous abandonne immédiatement le jardin et tout ce qui en dépend."

Ce que venait faire ces messieurs dans cette galère nul ne le sait, mais il n'en est pas moins vrai: que la personne au zèle de laquelle on dut la première idée de cette amélioration, ne voulant point s'arrêter en si beau chemin, recommença marches, démarches et contremarches, et enfin obtint les précieuses et puissantes signatures. Néanmoins, soit que des évènements plus importants soient venus distraire Son Excellence de ses promesses, ou soit peut-être que messieurs Bedard et Caron aient donné au Gouverneur un contre ordre secret, toujours est-il vrai que les choses en restèrent là jusqu'à ce que Lord Durham soit venu péremptoirement, d'emblée et peut-être même sans avoir obtenu l'assentiment de ces messieurs mettre le public en jouissance de la célèbre promenade.



On rapporte le mot suivant:—

— Un constitutionnel Breton reprochait à un co-partisan Canadien de ne point désirer la punition sévère des insurgés, maintenant prisonniers politiques, et il exprimait des doutes quant à sa loyauté, car, disait-il, vous sympathiserez toujours avec les rebelles, étant d'une *commune origine*.—Par une raison semblable il faudrait donc dire, lui répondit le Canadien, que vous sympathisez avec les patriotes du Haut-Canada puisque vous êtes comme eux d'une *origine commune*.